

Sortir de la crise : un défi collectif

Position du Conseil Central du MOC

18 décembre 2008

En novembre déjà, le MOC insistait sur les causes profondes, « systémiques », de la crise financière et économique pour en tirer des leçons structurelles à long terme. Car s'il est indispensable que les gouvernements prennent des mesures d'urgence pour sauver autant que possible les emplois, soutenir les activités économiques et relever le pouvoir d'achat, il faut dès aujourd'hui regarder plus loin et oser interroger notre modèle économique.

Sur le court terme, le MOC prend acte que dans leurs plans de relance économique, les gouvernements fédéral et régional reconnaissent enfin le développement durable comme modèle respectueux de l'environnement, générateur d'investissements et créateur d'emplois stables et de proximité. Il déplore cependant que les moyens financiers nécessaires n'aient pas été dégagés et regrette deux oublis importants.

- D'une part, en matière d'isolation des habitations, il manque d'incitants pour les propriétaires bailleurs et pour les sociétés de logement public et aucun dispositif ne vise explicitement les locataires du secteur privé, pourtant premiers concernés.
- D'autres part, les plans de relance négligent un domaine sur lequel il est pourtant possible d'obtenir des résultats importants en termes d'emploi et d'activité économique: les infrastructures des services non-marchands. Qu'il s'agisse de rénovation ou de construction, les crèches et services d'accueil de l'enfance, les maisons de repos pour personnes âgées, les institutions pour personnes handicapées, les écoles, les hôpitaux, méritent des efforts particuliers d'isolation et d'économie d'énergie. D'autant plus que de tels investissements apporteront un mieux-être pour les enfants et les personnes concernées, et donc pour l'ensemble de la société.

Analyser et combattre les racines de la crise

Cela étant, ces plans d'urgence ne doivent pas nous dispenser de mettre en cause de manière beaucoup plus fondamentale le modèle de croissance que nous connaissons.

Car la crise financière et économique trouve notamment son origine dans le développement de la pauvreté, de la précarité et des inégalités, tant dans les pays industrialisés qu'à l'échelle de la planète (selon le PNUD, les 500 personnes les plus riches du monde gagnaient en 2005 autant que les 416 millions les plus pauvres !)

Pour attaquer les racines de la crise, il faut donc combattre ces déséquilibres. Le MOC privilégie quatre pistes :

- relever la rémunération du travail par rapport au revenu du capital, y compris les revenus de remplacement,
- développer une fiscalité plus juste sur l'ensemble des revenus ;
- renforcer et développer la protection sociale que garantissent nos régimes solidaires de sécurité sociale et d'aide sociale, tout en veillant à sa viabilité financière, grâce à un financement plus juste, une anticipation du vieillissement de la population ;
- redistribuer plus équitablement les revenus, tant dans nos pays dits avancés, via la fiscalité, la sécurité sociale et la tarification des services collectifs, que vis-à-vis des pays « en développement », en relevant l'aide au développement et surtout en défendant des rapports d'échange équitables dans les négociations internationales.

De ce point de vue, il est inacceptable que notre gouvernement s'obstine à enfermer et refouler des sans papiers, et qu'il refuse toujours de définir des critères clairs de régularisation de ces personnes.

Créer un nouveau bien être

Enfin, nous devons nous rendre à l'évidence : ce modèle court à sa perte et à la nôtre. Le réchauffement climatique, la disparition de la biodiversité, l'épuisement des ressources naturelles sont autant de signes qui illustrent bien que tant la poursuite de profits capitalistes individuels toujours plus élevés dans une économie largement financiarisée, que la dérégulation néo-libérale et notre modèle de croissance nous mènent droit dans le mur. À travers notre modèle de croissance, ce sont nos modes de production, de consommation, de déplacements, que nous devons interroger et modifier radicalement.

À cette fin, les pouvoirs publics ont une double responsabilité. Ils doivent d'abord, non seulement réguler mais aussi transformer le modèle capitaliste ; et ils doivent également stimuler et accompagner les comportements des citoyens vers la préservation de l'environnement.

Pour ne citer que quelques exemples, développer les transports en commun pour décourager l'usage de la voiture, soutenir fortement les économies d'énergie et l'isolation, les énergies renouvelables, favoriser l'investissement financier éthique et solidaire, dans l'économie sociale et les services non-marchands, développer le logement social et réguler les loyers. Il ne s'agit pas seulement de « bonnes pratiques » à encourager, mais plus fondamentalement des conditions de création d'un nouveau bien être qui devra profiter à tous.

Sortir de la crise « par le haut », est un défi collectif, aux antipodes du modèle individualiste et affairiste, du modèle de croissance aveugle et irresponsable, qui domine la finance et l'économie depuis de nombreuses années.